



Fiche de candidature

PARTIE 1 : DONNÉES DE BASE

CATÉGORIES DANS LESQUELLES VOUS SOUHAITEZ POSTULER L'EXPÉRIENCE

1 : TYPE D'EXPÉRIENCE : *choisissez-en un seul, l'élément que vous considérez comme le plus remarquable de votre pratique.*

A) Délibération Assemblée citoyenne / atelier délibératif / loterie / théâtre législatif, planification participative...	
B) Décision Budget participatif / référendum / consultation / processus participatif avec vote...	Budget participatif
C) Citoyenneté Citoyenneté / action communautaire / conseil permanent / éducation civique / vie associative / autres initiatives de renforcement de la démocratie locale	

2 : TYPE DE GOUVERNEMENT : *n'en choisir qu'un seul.*

A) Jusqu'à 50.000 habitants (villages, petites villes, zones rurales)	x
B) Ville entre 50.000 et 250.000 habitants	
C) Ville entre 250.000 et 1.000.000.000 d'habitants	
D) Grande métropole ou agglomération urbaine de plus de 1.500.000 habitants	
E) Gouvernement supra-locaux, régionaux, départementaux	

Informations sur l'expérience candidate : *complétez les informations ci-dessous de manière claire et concise.*

Titre de l'expérience : Appui Au Renforcement Des Capacites Des Acteurs Locaux Sur Les Mecanismes De La Gouvernance Inclusive A Travers La Promotion Budgetaire Participatif (Pbp) Dans La Commune De Tiassale



Fiche de candidature

Nom de la ville ou de la région : TIASSALE		
Pays : COTE D'IVOIRE		
Nombre d'habitants de la ville ou de la région : Plus de 40.000 d'habitants		
Institution candidate : <i>(nom de la mairie, du département, du gouvernement, de l'institution qui conduit l'expérience soumise) l'expérience soumise a été mise en œuvre par l'ONG Mouvement Pour la Lutte Contre l'Injustice (MPLCI) en étroite collaboration avec les acteurs de la société civile locale et les autorités locales en l'occurrence la maire de la commune de Tiassalé.</i>		
Site web de l'expérience ou de l'institution candidate : www.mplci.org		
Profils de réseaux sociaux de l'expérience ou de l'institution : facebook : mouvement pour la lutte contre l'injustice		
Date de début de l'expérience : 08 Avril 2021		
Date de finalisation de l'expérience : <i>(si c'est une expérience en vigueur, indiqué " en vigueur ")</i> 20 Mai 2022		
Budget de l'expérience : <i>(indiquez le budget de l'expérience ou les ressources mobilisées pour son développement et sa mise en œuvre) le budget de mise en œuvre des activités de l'expérience est de 25.000.000 f CFA. L'expérience a été financé par l'Union Européenne (UE) à travers le projet LIANE2.</i>		
Type de candidature <i>(Veuillez cocher d'un X dans la colonne de droite)</i>	Nouvelle expérience	
	Innovation sur une expérience existante	x
	La continuité d'une expérience	
Type d'expérience <i>(Veuillez cocher d'un X dans la colonne de droite, il est</i>	Budget participatif	x
	Planification participative	x
	Conseil permanent	



Fiche de candidature

<i>possible de sélectionner plusieurs)</i>	Espace / atelier pour le diagnostic, le suivi, etc.	x
	Audience / forum	x
	Votation / référendum	
	Assemblées / jurys citoyens / espaces de délibération	
	Gouvernement électronique / gouvernement ouvert / plateformes numériques	
	Initiatives citoyennes / initiative législative	x
	Autres (<i>indiquer lesquels</i>) :	
Objectif de l'expérience <i>(Veillez cocher d'un X dans la colonne de droite, il est possible de sélectionner plusieurs)</i>	Atteindre des niveaux plus élevés d'égalité dans la participation	x
	Intégrer la diversité comme critère d'inclusion	
	Renforcement communautaire	
	Renforcement de la citoyenneté non organisée	
	Étendre les droits de la citoyenneté liés à la participation politique	
	Relier différents outils de participation au sein d'un « écosystème » de démocratie participative	
	Améliorer la qualité de la prise de décisions publiques grâce à des mécanismes de démocratie participative	x
	Améliorer l'efficacité et la performance des mécanismes de démocratie participative	x



Fiche de candidature

	Améliorer l'évaluation et le suivi des mécanismes de démocratie participative		x
	Améliorer une politique publique grâce à la participation active des habitants		x
Cadre territorial <i>(Veuillez cocher d'un X dans la colonne de droite, il est possible de sélectionner plusieurs)</i>	L'ensemble du territoire	Local	x
		Régional	
	Arrondissement		
	Quartier		
Domaine thématique <i>(Veuillez cocher d'un X dans la colonne de droite, il est possible de sélectionner plusieurs)</i>	Gouvernance		x
	Éducation		
	Transport		
	Gestion urbaine		
	Santé		
	Sécurité		
	Environnement, Changement Climatique et/ou agriculture urbaine		
	Nouveaux mouvements sociaux et associatinnisme		
	Culture		
	Logement		
Création d'emploi			



Fiche de candidature

	Décentralisation	
	Développement local	x
	Formation/préparation	
	Economie et finances	
	Normes juridiques	
	Inclusion sociale	
	Tous	
	Autres (<i>indiquer lesquels</i>)	
Objectifs de Développement Durable (ODD) associés à la pratique <i>(Veuillez cocher d'un X dans la colonne de droite, il est possible de sélectionner plusieurs. Vous pouvez également ajouter les cibles spécifiques)</i>	ODD1 - Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde	
	ODD2 - Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable	
	ODD3 - Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être à tous les âges	
	ODD4 - Veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie	X
	ODD5 - Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles	x
	ODD6 - Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau	x



Fiche de candidature

	ODD7 - Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable	
	ODD8 - Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous	
	ODD9 - Mettre en place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation	
	ODD10 - Réduire les inégalités entre les pays et en leur sein	
	ODD11 - Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables	
	ODD12 - Établir des modes de consommation et de production durables	
	ODD13 - Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions	
	ODD14 - Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable	
	ODD15 - Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres	
	ODD16 - Promouvoir l'avènement de sociétés pacifiques et ouvertes aux fins du développement durable	X
	ODD17 - Partenariats pour la réalisation des objectifs	

PARTIE 2 : DESCRIPTION DE L'EXPÉRIENCE



Fiche de candidature

Veillez remplir les champs suivants de manière claire et concise. Vous pouvez ajouter des liens, graphiques ou images si vous le jugez utile.

Contexte :

Tiassalé est une ville de [Côte d'Ivoire](#) située au nord de la capitale économique du pays, [Abidjan](#). C'est une [préfecture](#) qui, appartenant antérieurement à l'ex-[région des Lagunes](#), au regard du nouveau découpage administratif, est maintenant dans la région Agnéby-Tiassa. Ses deux grandes populations autochtones, peuple [Baoulé](#) estimé à plus de 40 000 habitants et peuples [Abbey](#) en cohabitation pacifiques depuis le XVIII^e siècle période de leurs arrivées du Ghana originel. Elle se situe à égale distance, 120 km, des 2 capitales du pays : [Abidjan](#), la capitale économique, et [Yamoussoukro](#), la capitale [politique](#) et administrative.

Depuis 2011, ce département et ceux de la région [Agnéby-Tiassa](#) appartiennent au *district des Lagunes* dont [Dabou](#) chef de district.

C'est une ville cosmopolite qui est une représentation de la Côte d'Ivoire en miniature. Elle est la marque de la cohabitation de plusieurs peuples venus d'ailleurs, vivant en parfaite harmonie avec les peuples autochtones.

Antécédents :

Au cours de ces dernières décennies, la Côte d'Ivoire a introduit d'importants changements dans les processus de formulation et de mise en œuvre des politiques de gestion, avec un accent particulier sur le transfert des responsabilités et des droits du gouvernement central aux collectivités locales. Un enjeu de taille pour le pays, d'une part, dans la gestion politique du passage d'un système du « Tout Etat » à un système de partage du pouvoir et des ressources entre l'Etat et d'autres acteurs publics, et, d'autre part, dans la gestion administrative et financière. La réussite des missions assignées à la décentralisation et aux collectivités territoriales, passe inéluctablement par la participation active des populations, des acteurs politiques locaux et de la société civile. Cependant force est de constater que depuis le début de la décentralisation, la participation des populations dans le processus de prise de décisions reste encore faible ou voire inexistante. Les populations se désintéressent de plus en plus de la gouvernance locale. Les textes législatifs et réglementaires, mentionnent clairement que tous les habitants de la collectivité territoriale ont droit à l'information sur la gestion des affaires locales.

Ce droit s'exerce par leur participation aux débats publics organisés par le conseil sur les projets et programmes locaux de développement et sur les grandes orientations du



Fiche de candidature

budget local. Cependant la loi s'est contentée d'énumérer les conditions de la démocratie locale mais aucun mécanisme participatif n'a été mis en place pour instaurer un dialogue entre les citoyens et les pouvoirs publics.

Suite à ce constat, le Mouvement Pour la Lutte Contre l'Injustice (MPLCI) a initié une action dénommée : appui au renforcement des capacités des acteurs locaux sur les mécanismes de la gouvernance inclusive à travers la Promotion Budgétaire Participatif (PBP pour instaurer un mécanisme participatif budgétaire dans la ville de Tiassalé.

Objectifs de l'expérience :

L'action visait à Contribuer à l'amélioration de la bonne gouvernance locale à travers la promotion du Budget Participatif et l'émergence d'une culture de participation citoyenne. Plus spécifiquement, le projet visait à :

- Contribuer à l'amélioration de la bonne gouvernance locale à travers la promotion du Budget Participatif et l'émergence d'une culture de participation citoyenne ;
- Renforcer les capacités des acteurs de la société civile et des élus locaux pour un meilleur accompagnement de la démocratie;
- Impliquer tous les citoyens sans exclusive dans la gestion des affaires locales pour jouer leur rôle de contrôle et de veille citoyenne

Méthodologie :

Décrivez la méthodologie de l'expérience : phases du processus, canaux de participation. (En 300 mots maximum).

La stratégie du projet reposait sur : (i) le renforcement des capacités des leaders d'opinion sur les mécanismes de participation citoyenne; (ii) l'instauration de cadres de libre échanges favorisant l'implication de tous les citoyens sans exclusive dans la gestion des affaires locales afin de les amener à jouer leur rôle de contrôle.

Le projet comporte une action préliminaire et trois actions visant chacune un objectif spécifique pour une durée de 12 mois. D'abord, nous avons formé les leaders d'opinions afin de les outiller sur les mécanismes de la participation citoyenne ; suivies de campagnes d'information, de sensibilisation et de mobilisation des populations. Cela par la diffusion de messages sur les radios de proximité (en Français, Baoulé, Agni et Malinké), les affiches



Fiche de candidature

publiques et des entretiens et échanges dans les quartiers et villages suburbains de la commune. La dernière action a consisté à l'animation des fora communautaires par le biais des comités de quartiers préalablement installés. En sus des fora tenus dans les quartiers/ villages, un Forum des délégués et un forum communal ont été organisés.

Pour inciter les populations à adhérer et à s'impliquer dans la veille citoyenne, nous leur avons impliqués tout au long de la réalisation des activités. Notamment les femmes et des jeunes. Nous également sélectionner des personnes qui ont un impact réel dans leur communauté et qui sont prêtes à s'impliquer fortement dans la tenue des Fora de quartiers, le forum des délégués et le forum communal. Chaque action a été conçue et réalisée dans le souci de promouvoir la bonne gouvernance locale et de susciter l'émergence d'une culture de participation citoyenne au sein des communautés. Par ailleurs, l'accent a été mis sur le plaidoyer et la communication pour susciter un plus grand intérêt des autorités administrative et politiques.

Innovation :

Expliquez ce que vous considérez comme l'aspect le plus innovant de cette pratique. (En 150 mots maximum).

La mise en œuvre de mécanismes de participation citoyenne tel que le budget participatif est un concept nouveau en lui-même et de ce se fait peut-être présenté comme innovant en tant que processus de participation citoyenne au niveau locale en Côte d'Ivoire.

L'innovation de ce projet peut également se percevoir à travers, l'implication des acteurs prenants dans l'ensemble des activités du projet de la conception à l'évaluation. En effet, l'expérience a mis en place du comité de coordination et de suivi de la mise en œuvre du projet dénommé CCP. Ce comité était constitué à la fois des représentants de la société civile locale, des membres de notre organisation et du personnel de la mairie de Tiassalé.

Inclusion :

Soulignez l'importance d'inclure autant de groupes et de populations diversifiés que possible et comment vous y êtes parvenu. (En 150 mots maximum).

La prise en compte de tous les acteurs sans exclusion est un impératif pour la réussite de tout projet de gouvernance locale plus spécifiquement de budgétisation participatif. C'est pourquoi, nous avons veillé au respect scrupuleux de la mixité communautaire, c'est-à-dire que toutes les composantes de la société ont été représentées avec un accent particulier sur les personnes vulnérables et marginalisées. Nous avons également sélectionné des personnes qui ont un impact réel dans leur communauté et qui sont prêtes à s'impliquer fortement dans la tenue des fora de quartiers, les forums des délégués et les forums communaux.



Fiche de candidature

Communication :

Quelle a été la stratégie et les canaux de communication de l'expérience pour que la population soit au courant et s'implique. (En 150 mots maximum).

Pour la bonne marche de l'activité, nous avons procédé par le dépôt des courriers dans les différentes administrations tel que : La mairie, la préfecture etc. Aussi le coordonnateur a eu des séances de rencontre avec les délégués des différents quartiers, des présidents des associations et des leaders d'opinions pour la décentralisation de l'information.

Ensuite, nous sommes passé à l'organisation de la présentation du lancement du projet. Cette cérémonie visait à présenter le projet aux élus locaux et à l'ensemble de la population communale et marquer le début des activités contenues dans le projet. Plusieurs acteurs de la société civile, des autorités communales et des leaders d'opinions ont été conviés cette réunion.

A cet effet, les outils de communications ont été confectionnés afin de leurs exposer et les distribuer à la population dans les différents lieux où se déroulent les différentes activités du projet.

Ainsi, ces kakemonos, banderoles, flyers et des t-shirts confectionnées ont été exposés et distribués pendant les activités de formation et de sensibilisation.

Articulation avec d'autres acteurs :

Expliquez comment l'expérience s'est articulée avec différents acteurs et processus simultanés ou préexistants. Quels rôles ces participants ont-ils assumés ? Et quel a été le degré de réussite de cette articulation. (En 150 mots maximum).

L'action a été mise en œuvre avec la collaboration de plusieurs acteurs dont les rôles étaient :

Les autorités de la commune de Tiassalé : Le maire est le dépositaire légitime pour ce qui est de l'élaboration du budget communal. Il mobilise en accord avec les divers acteurs présents dans la commune les partenaires locaux dont ce projet a besoin pour être mené à bien dans la durée.

A la fin du projet, la mairie de Tiassalé est le garant de sa pérennité.

Les organisations de la société civile : La participation des populations est une condition sine-qua-non à la réussite du BP. Cette participation des OSC est large et comprend l'implication des principaux acteurs locaux. Dans la mise en œuvre de l'action, l'ensemble des OSC au niveau local ont pris un part active dans les forums communautaire et communal organisés.

Fiche de candidature

Évaluation :

Quels mécanismes d'évaluation ont été mis en place ? Développez si les citoyens ont été impliqués dans l'évaluation de la pratique. (En 300 mots maximum).

L'évaluation permet de rendre compte de l'atteinte ou non des objectifs visés. Notre méthode d'évaluation se déroule en trois parties successives. D'abord l'état des lieux de la commune ou évaluation ex-anté a permis de rendre compte du niveau des différents indicateurs avant le démarrage du projet. Concrètement, il s'agit d'un point zéro d'impact. Ensuite l'évaluation a mis parcouru qui consiste à mesurer le niveau des indicateurs du projet et de comparer ce niveau d'atteinte avec ceux de la baseline. Cette évaluation permet, le cas échéant, de réorienter ou d'adapter nos actions et nos méthodes en vue d'assurer l'atteinte maximale des objectifs généraux et spécifiques de l'ensemble du projet et enfin une évaluation finale, qui met en évidence les points forts et les points faibles du projet. Elle a pour objectif, après 12 mois, de mesurer l'impact de l'ensemble du projet. Elle à inclure des recommandations pour une durabilité maximale du projet via entre autres une réappropriation des méthodes par les communes ciblées en organisant régulièrement des Fora communautaires pour l'élaboration du budget communal. L'évaluation finale ou évaluation d'impact sera réalisée par un expert externe.

Impacts et résultats :

Décrivez les impacts et les résultats du processus. Combien de personnes ont participé et leurs profils. Quels ont été les impacts sur les politiques publiques, sur le fonctionnement de l'administration et sur les citoyens. (En 300 mots maximum).

Cette expérience a eu des impacts tel que :

- l'améliorer la bonne gouvernance locale à travers la promotion du Budget Participatif et l'émergence d'une culture de participation citoyenne dans la commune de Tiassalé.
- un taux de réalisation de 90% et une appropriation du projet par l'ensemble des parties prenantes.

Comme résultat nous avons :

- 50 Leaders d'opinion de la commune sont formés sur les mécanismes de participation citoyenne notamment le processus de mise en œuvre du budget participatif.
- 30 000 personnes sont informées, sensibilisées et mobilisées autour du budget participatif et la participation citoyenne au développement local.



Fiche de candidature

- Animation de 10 fora communautaires dans les quartiers et villages de la commune, 01 forum des délégués et 01 forum communal.
- Au moins 80% des participants bénéficiaires des sessions de formation améliorent leur niveau de connaissance et s'engage à promouvoir une gouvernance participative dans leur localité.
- Le processus et les principes du BP sont connus et appropriés par les participants.
- Les outils, les astuces et les expériences du Budget Participatif sont connus et appropriés par les participants.
- Les outils de veille citoyenne sont appropriés par les participants.

L'expérience a été réalisée avec 50 participants provenant des Leaders d'opinion, Acteurs locaux et les élus locaux de la commune.

PARTIE 3 : RÉSUMÉ DE L'EXPÉRIENCE

Résumé de l'expérience :

Un résumé de l'expérience : origine, objectifs, fonctionnement, résultats, le suivi et l'évaluation (N'hésitez pas à répéter des aspects déjà écrits auparavant, ce résumé est celui qui sera partagé sur la plateforme numérique pour l'évaluation ouverte et dans la publication du prix). (En 500 mots maximum).

Le projet intitulé « Appui au renforcement des capacités des acteurs locaux sur les mécanismes de la gouvernance inclusive à travers la promotion du Processus Budgétaire Participatif (PBP) dans la commune de Tiassalé » mis en œuvre par l'ONG MPLCI avec l'appui financier de l'Union Européenne, vise à contribuer à l'amélioration de la bonne gouvernance locale à travers la promotion du budget participatif et l'émergence d'une culture de participation citoyenne. Afin d'atteindre cet objectif, l'Organisation Non Gouvernemental a eu pour mission de renforcer les capacités des acteurs de la société civile et des élus locaux pour un meilleur accompagnement de la démocratie à la base et impliquer tous les citoyens sans exclusion dans la gestion des affaires locale pour jouer leurs rôles de contrôle et de veille citoyenne au niveau de la commune. A l'issue des treize mois d'exécution du projet, plusieurs activités ont été mises en œuvre avec un degré de satisfaction plus qu'acceptable. Nombreuses ont été les difficultés rencontrées durant l'exécution des différentes activités du projet, mais cela n'a entaché en rien les objectifs. Nous pouvons noter un taux de réalisation de 90% et une appropriation du projet par



Fiche de candidature

l'ensemble des parties prenantes. Les activités exécutées dans la commune de Tiassalé relative à notre projet, ont permis d'instaurer un climat favorable à la mise en œuvre du processus budgétaire participatif et inclusive prenant en compte les préoccupations et les projets prioritaires pour la population de Tiassalé. Le projet a contribué à l'amélioration de la bonne gouvernance locale à travers la promotion du Budget Participatif et l'émergence d'une culture de participation citoyenne dans la commune de Tiassalé.

Merci de votre participation !